

La Commune de Paris au jour le jour

19 mars - 28 mai 1871

D'après l'édition de 1908, Librairie C. Reinwald

Schleicher frères, Éditeurs,

61 rues des saints-pères, Paris.

JOURNAL DE LA COMMUNE

22 mars 1871

Le gouvernement légitime a mis vingt-cinq kilomètres de distance entre ses précieux personnages et les assassins de Batignolles-Belleville. Mais cela n'a point suffi: il met tout l'argent, tous les papiers, documents, etc..., à l'abri des pillards de Montmartre et du faubourg St-Antoine. Sur des ordres transmis secrètement de Versailles, les fonctionnaires, administrateurs et employés de tout grade ont dû déménager en toute hâte et se transporter de leur personne avec l'outillage administratif, et surtout avec leurs caisses, au siège de l'ordre légal. Pendant deux nuits et une journée, ç'a été dans toutes les Mairies et administrations diverses, à la douane, aux octrois, au timbre, une débâcle inouïe; tous les hémoroïdaires de l'État, pâles et bouleversés, suant la peur et l'antique poussière de trente années de bons et loyaux services à tous les systèmes et à tous les régimes, allaient et venaient, ahuris, effacés, emportant leurs registres in-folios, leurs bibelots divers et soupirant de gros soupirs en jetant un long et douloureux regard sur le large fauteuil de cuir. Dans tous ces bureaux, dans toutes ces cervelles le bouleversement est déplorable. Les Prussiens envahissant Paris, bombardant et massacrant, s'installant dans nos maisons, le cataclysme eût semblé moindre, la catastrophe moins douloureuse. En effet, dans les villes prises, de vive force ou non, par des uhlands ou les cuirassés blancs du prince de Bismarck, les fonctionnaires étaient restés immuables sur leurs chaises rembourrées, comme jadis les sénateurs romains sur leurs chaises curules lorsque les Gaulois avançaient furieux et terribles. Le gouvernement des Trochu et des Thiers, des Favre et des Fourrichon n'avait point voulu que les administrations se débandassent sous aucun prétexte, elles étaient censées se mouvoir dans une atmosphère supérieure à celles des agitations politiques et nationales. Nous avons eu un préfet, celui de Nancy, qui, dans un département à demi-envahi, envoyait ses ordres, ici, au nom de l'Empereur Napoléon, là, au nom du roi Guillaume. Préfet idéal, digne collègue du préfet de Bordeaux, un des grands officiers de l'Empire, qui voulut présider lui-même au renversement par la foule de la statue impériale; lui-même voulut donner le signal des iaauUes et vociférations, du bris à coups de hache, de marteau et de massue, afin que l'incident se passât en toute décence, avec les convenances désirables. Que les Prussiens s'emparent de l'Alsace, de la Lorraine, de la Champagne et de la Normandie, ce n'est pas une raison pour arrêter les aiguilles de l'horloge au fronton de la préfecture. - Mais si les démocrates et socialistes entrent en maîtres, à l'Hôtel-de-Ville, alors nous tombons dans l'abomination de la désolation prédite par les prophètes de malheur; il ne doit plus être permis de se marier ni de faire son testament, les femmes en gésine, les moribonds sur leurs grabats devront se transporter à Versailles, afin d'y suivre les gros in-folios verts des registres de l'État-civil, emballés par MM. Thiers, Picard et Jules Ferry. Plus de télégraphes, tous les employés ont décampé. Les administrateurs de l'Assistance publique, les gros bonnets des bureaux de bienfaisance ont emporté les caisses avec l'argent y contenu, mais les indigents restent, les milliers de sourds, d'aveugles, de paralytiques, de rhumatisants, toute la population infime et malade, affamée et avariée qui a vécu jusqu'à présent de la charité publique. Calcul odieux! Le millionnaire Thiers, le dévot Favre, l'obèse Picard, le gros Ferry ont emporté la bouillon de l'indigent, la béquille de l'éclopé, les tisanes du malade. Ils veulent qu'indigents, malades, éclopés se retournent avec fureur contre les pillards de Montmartre et les assassins de Belleville; ils veulent l'émeute de la faim et de la misère par l'arrêt subit de tous les rouages sociaux. On appelle cela de l'habileté politique. De même en juin 1848, les chefs du parti de l'ordre formeront soudain les usines privées et les ateliers nationaux, massacreront à leur aise les ouvriers qui en dégorgeaient. Mais l'histoire ne se répète pas ainsi. Et c'est parce que la révolution de 1870-71 est exactement la contre-partie de 1848-49 que les manœuvres identiques sont suivies d'un résultat complètement opposé: les mêmes trucs et coups d'adresse qui, jadis, réussissaient admirablement, aujourd'hui ratent misérablement.

Quoi qu'il en soit toutes les fonctions publiques sont dans le désarroi le plus complet, le gâchis et la confusion atteignent des proportions sublimes. Le gouvernement de Versailles édicte la loi que tout employé qui ne déserte pas sera immédiatement révoqué. Que de larmes, que d'angoisses mortelles chez tous ces malheureux! Le gagne-pain de plusieurs milliers de familles est soudain mis en question... En prenant cette allure de passion fougueuse, Versailles inaugure les procédés révolutionnaires. Reste à savoir si le Gouvernement conservateur en s'engageant ainsi dans une voie qui n'est pas la sienne, ne s'engage pas dans une immense sottise. Il ne suffit pas de crier: «*Qui n'est pas avec moi est contre moi*», il faut encore être assez fort pour se passer de toute la multitude qui ne peut pas vous suivre; il faut être assez fort pour punir cette nombreuse catégorie de gens qui n'ose point vous suivre. Le Gouvernement de Versailles rend peut-être un grand service à la Commune de Paris en la débarassant tout d'un coup des ennemis traditionnels, des routiniers en place, des crétins influents, des tièdes faisant masse, des inertes effondrant à la fois la route et le char sous leur effroyable poids. Que de places à donner, que d'intérêts nouveaux, que de fortunes pourront désormais se lier à la destinée de la Commune de Paris! Le Gouvernement de Versailles arrache et emmène les vieux, les repus, les ramollis; lui-même fait place nette pour les jeunes du Comité Central. Le décret que le Comité n'aurait jamais osé lancer dans le journal officiel, bravement Thiers le signa et Favre le contresigna.

On offrait une transaction: le service des correspondances étant une œuvre d'intérêt commun, d'utilité absolument collective aurait été mis à part, considéré comme terrain neutre et strictement international. M. Rampont s'est montré satisfait des ouvertures, il a goûté les propositions, discuté les mesures, conclu les engagements, et quand il ne s'agissait plus que de les exécuter, on a trouvé l'Hôtel des Postes vide, il avait déménagé, emmenant les employés, emportant les timbres, les griffes, les timbres-poste... C'est le Gouvernement de l'ordre qui organisait lui-même le désordre le plus complet, qui jetait toutes les relations de Paris avec Paris, avec la France et tout le reste du monde dans un trouble indicible. Nous sommes de nouveau sans nouvelles aucunes de nos familles, de nos affaires, de nos intérêts, des événements généraux; nos lettres sont interceptées. Paris ne reçoit plus aucun journal. Les gendarmes du Gouvernement vont jusqu'à enlever et lacérer les exemplaires de l'Officiel Versaillais qu'on voudrait introduire... Que de mensonges, que de calomnies vont être débités maintenant aux provinciaux naïfs, que d'histoires épouvantables, de vilénies et d'insanies, de pillage et de brigandage vont repaître la crédulité vorace des sept millions de plébiscitaires!

Et cependant, nous ne pouvons pas encore nous mettre en colère. Ce blocus de nouvelles, ces menaces de guerre civile après la honteuse et désastreuse guerre contre l'étranger, les six cents députés ruraux, le ricanneur Picard, la pleurnicheur Favre, Thiers le petit baladin, avec sa vanité colossale, il nous est impossible de les prendre au sérieux... Jadis les drames se terminaient par des bouffonneries, est-ce que la farce d'aujourd'hui aboutirait à une tragédie sanglante?... Mais en ce moment est-il possible de rien prévoir? Avec les événements courant à la vapeur, train express, ce qui était possible le matin est impossible le soir, ce qui est déraisonnable maintenant ne le sera plus dans quelques heures. Qu'avons-nous à prévoir? C'est à peine si nous pouvons nous souvenir, tant est grande la différence entre la veille et le lendemain!

Arrêtons-nous un instant et constatons le fait: il en vaut bien la peine, il est peut-être unique dans l'histoire. C'est la plus sérieuse réalisation de l'anarchie qu'utopiste ait jamais pu rêver. Légalement, nous n'avons plus de gouvernement, plus de police ni de policiers, plus de magistrats ni de procès, plus d'huissiers ni de protêts, les propriétaires s'enfuient en foule abandonnant les immeubles aux locataires, plus de soldats ni de généraux, plus de lettres ni de télégrammes, plus de douaniers, de gabelous et de percepteurs. Plus d'Académie ni d'Institut, les grands professeurs, médecins, et chirurgiens sont partis. Émigration en masse du «*Parti de l'Ordre et des Honnêtes gens*», les mouchards et les prostituées ont suivi. Paris, l'immense Paris est abandonné aux orgies de la vile multitude, aux frénésies de la masse impure, aux fureurs de la canaille, aux appétits du prolétariat immonde. Paris est devenu la chose des pillards, des athées, des assassins, des commanistes et démagogues. Les amis du Gouvernement lui reprochent d'avoir manqué de fermeté. Je crois plutôt que la petit Thiers a fait un coup d'audace. Sûr et certain que les révolutionnaires n'auraient rien de plus pressé que de s'entre-dévorer et s'entre-déchirer, il les abandonne à eux-, mêmes. Il a évoqué la République Rouge, et quand elle a paru, il lui a livré Paris. Voyons donc ce que la République Rouge fera de la grande ville!

Maintenant que nous sommes privés de journaux, nous lisons avec plus d'attention les derniers numéros qui nous sont parvenus. A tout Seigneur, tout honneur! la présidence est au vainqueur. Écoutons d'abord le National Zeitung, organe libéral, oh! très libéral!

«*Le parti radical des Buttes Montmartre garde plus que jamais ses canons et ses munitions, ses*

commandants, et forme ainsi un état dans l'état. Le gouvernement de M. Thiers n'ose, mais il faudra bien qu'il se résigne tôt ou tard à verser du sang, à moins qu'on ne préfère appeler nos soldats pour rétablir l'ordre, si nécessaire dans la «capitale de l'Europe». Véritablement, nous étions bien sots, lorsque au jour de la déclaration de guerre, une certaine crainte se manifestait dans notre pays. Il faut l'avouer, nous avons peur de nous rencontrer avec les Français qu'on nous avait dit terribles, et qui sont tout au plus méchants. Ces gamins ont de l'esprit mais manquent de sens moral. Ils veulent la République sans savoir ce qu'est la République. Ou croyait généralement qu'après cette guerre les Français auraient pu profiter de leurs malheurs, mais non! ils sont devenus plus insensés que jamais, et ils détruisent en ce moment les quelques ressources qui leur restaient encore».

Et voici les oracles du *Daily News*, un des pontifes du libéralisme anglais: *«Une fois de plus la canaille a conquis Paris. A l'occupation prussienne a succédé une humiliation plus honteuse encore: le Drapeau Rouge flotte sur l'Hôtel de Ville... Le Gouvernement de M. Thiers eût pu faire des miracles, n'eût été qu'il est par trop débonnaire. Une seule chose l'a empêché de faire hacher les canonniers de Montmartre par une charge comme à Balaclava, c'est sa tendresse pour les insurgés, son espoir qu'il pourraient encore se repentir de leur mauveté, et revenir au droit et à la légalité... Les classes respectables de la France ne peuvent que regretter amèrement les bénédictions de l'Empire, perdues sans retour aujourd'hui. Mais les classes moyennes, aveugles à leurs propres intérêts, ont sanctionné la chute de Napoléon... L'émeute qui vient d'éclater soudain c'est l'hallucination d'une révolution en délire, c'est absurde, intangible, monstrueux autant qu'un cauchemar... Nous regardons ce qui se passe là-bas avec un étonnement stupéfait. Par le temps qui court toutes les provisions politique sont déroutées. Tous les raisonnements présupposeraient, un effet, que la populace de Paris aurait conservé quelque étincelle de raison. Mais, samedi dernier, toute cette engeance s'est enivrée de passion politique, elle s'est démenée par la ville comme des bandes de gorilles échappées du Jardin des Plantes. Et quantité de bourgeois, plus sobres et plus intelligents d'ordinaire, se sont aussi métamorphosés en chimpanzés...».*

Des États-Unis nous n'avons pas eu de journaux qui puissent apprécier nos derniers événements, mais nous avons encore frais dans toutes les mémoires, le message du Président Grant félicitant l'Empire allemand d'avoir écrasé la République française, félicitant l'Allemagne d'avoir, en constituant son Empire, fait une tentative d'imitation en Europe de quelques-uns des meilleurs traits de la Constitution américaine; laquelle adoption en Europe du système américain par une nation libre et habituée à se conduire elle-même aura pour résultat de propager les institutions démocratiques et d'augmenter les influences pacifiques des idées américaines.

Quant à notre sœur d'Espagne, elle paraît jusqu'à présent beaucoup trop préoccupée du rétablissement de l'ordre, de la religion et de la morale par l'intronisation du jeune Amédée, pour s'occuper de nos affaires.

Et notre autre sœur d'Italie; cella-là, elle est affairée, elle est empressée, elle a fort à faire avec l'aménagement de sa dynastie, avec le transport de tous les bibelots constitutionnels et parlementaires au Capitole; elle semble ignorer combien sont pernicieuses les fièvres des Maremmes et quel trou à puces et à punaises est la Rome des Pontifes. N'importe, que les destins s'accomplissent! Entre temps, quand elle daigne regarder encore par-dessus les Alpes vers la malheureuse France, c'est avec un sourire de mépris satisfait. Elle est vengée des deux expéditions de Rome, vengée de Magenta et de Solférino. Voici par exemple ce que, le 18 mars, disait la *Libertà*, de Rome, organe libéral et gouvernemental - qui s'était mis à la tête de la pétition avortée pour l'expulsion des Jésuites, de concert avec le cercle Cavour et les gros bonnets ministériels:

«Sans doute le spectacle offert aujourd'hui par la France est très affligeant, parce qu'il déplaît toujours de voir une grande nation périr misérablement. Toutefois, nous nous abstiendront de prononcer d'inutiles paroles de compassion qui, pour le dire avec franchise, ne correspondraient pas à notre sentiment intime. Nous devons employer toutes nos forces dans la décadence de la France pour que sa place en Europe soit en grande partie occupée par nous».

De même que les professeurs d'esthétique allemande ont décidé qu'il n'y avait jamais eu de poésie française, les feuilletonistes italiens, nous dit M. Erdan, ont résolu de mettre à bas toute littérature théâtrale française, leurs effroyables inepties devant enfin prendre le haut du pavé. Pour commencer, la cour du Quirinal met en vogue les proverbes d'un capitaine, officier d'ordonnance du roi, *«un altro Alfredo de Mousset».*

Soit, puisse votre Alfred de Musset ne pas vous faire autant de mal que nous on a fait le nôtre!

D'un œil sec et froid, nous contemplons nos désastres; nous constatons sans trop de dépit tout le mépris que notre malheur inspire. Nous ne comptons plus les coups de pierres, les insultes et les poignées de boue qu'on nous jette de par ci, de par là. Avec une mélancolie sereine, avec une tristesse résolue, nous entrons dans le troisième et dernier acte de la nouvelle Révolution française, il nous semble que nous sommes prêts, prêts pour la Mort, prêts même pour la Victoire. Trois à quatre jours nous séparent de la mémorable journée du 18 mars. Un coup de vent soudain a gonflé les voiles du vaisseau de la République; les mâts ont craqué mais ils tiennent bon encore, et nous voilà lancés dans une mer inconnue, à travers des archipels ignorés, ne sachant trop où s'arrêtera notre course impétueuse, contre un rocher ou dans un port de salut. La tempête hurle, nous plongeons dans l'abîme, puis nous remontons au sommet des vagues, mais notre proue fend en sifflant les flots généreux! Allons toujours, allons de l'avant. C'est dans l'orage qu'on se fait homme, c'est en face des jets de foudre qu'on se sent comme une fontaine jaillissante de vie et de volonté.

Porté subitement au pouvoir, le Comité central, composé pour la majeure partie d'hommes honnêtes et résolu, d'une intelligence simplement ordinaire, n'a pas su, il ne sait pas encore ce qu'il représente; personne d'ailleurs ne le sait, et les plus intelligents moins que tous les autres. C'est la situation elle-même qui est indécise et confuse... C'est la plus glorieuse anarchie qu'il soit possible d'imaginer. Nuit noire, illuminée ça et là d'éclairs de foudre.

Donc, le *Comité central*, qui, le 17 mars, n'était qu'un des engrenages à peine remarqués de l'énorme machine sociale, au milieu des complications survenues s'est trouvé être la pièce importante du mécanisme, la pièce de laquelle dépend tout le fonctionnement de Paris et de plus que Paris... Par son coup d'État, M. Thiers a bouleversé la situation à son profit. Il a manqué le but, mais n'en a pas moins tout chaviré.

De fait ce *Comité central* est presque tout de droit... Or, nous sommes en révolution, alors que le fait révolutionnaire se substitue à la légalité antérieure, alors que le droit nouveau prend la place du droit ancien, les hommes du Comité central sont des hommes nouveaux: c'est parce qu'ils sont nouveaux, c'est pour faire des choses nouvelles qu'on les a fait monter à l'Hôtel-de-Ville. Ils doivent innover, c'est entendu, mais que doivent-ils innover, combien doivent-ils innover, là est l'immense difficulté. Pour préciser la réponse, il faudrait un instinct des plus délicats, un tact suprême ou bien une analyse des plus savantes. Comment les demander à ces braves gens dans une occurrence soudaine, dans une crise bizarre et fantastique? Fallait-il que le Comité central s'arrogeât immédiatement tous les pouvoirs? Faut-il encore que le Comité central rende à Versailles le coup que Versailles a voulu porter à Paris? Parce que Versailles a raté son coup contre Paris, faut-il que Paris essaie à son tour un coup d'État contre Versailles, sauf à le rater aussi?

En dernière analyse, le Comité central, personnification de la garde nationale, n'est autre chose que le suffrage universel armé, mais il y a suffrage universel et suffrage universel, il y a le suffrage universel en matière civile, ce sont les municipalités, les mairies des vingt arrondissements de Paris; il y a encore le suffrage universel en matière politique, ce sont les représentants de Paris, lesquels députés ne sont eux-mêmes qu'une fraction de l'Assemblée Nationale. Il y a donc trois expressions du suffrage universel qui, formulées en des moments différents, ont des significations différentes, significations qu'il est impossible de réduire à la même formule.

Si encore le Comité central avait la signification de *OUI* et si les municipalités et la députation à Versailles se résumaient en un *NON* pur et simple, le pauvre Comité de la garde nationale serait tiré d'embarras: il ouvrirait la porte du temple de Janus, il brandirait la lance aux quatre coins des cieux en criant: *Mens vigila!* Mais peut-il, doit-il partir en guerre, à la fois contre ses ennemis invétérés et contre ses amis décontenancés et surpris? Pour ce qui en est des Municipalités, un bon tiers est du côté du Comité central, un autre tiers peut être gagné, le dernier tiers restera hostile. Quant à la députation de Paris, les plus ardents révolutionnaires ont depuis longtemps envoyé à l'Assemblée réactionnaire leurs lettres de congé, - mais des hommes honnêtes, des hommes dévoués ont cru devoir y rester. Ainsi Louis Blanc, représentant de Paris, siège à Versailles; il y siège sous le commandement et l'autorité de MM. Thiers et Dufaure, autres représentants de Paris.

Balloté entre ces contradictions, le Comité perplexe manque de logique et de consistance: il reconnaît ou nie la représentation et les municipalités de Paris suivant que les municipalités et la représenta-

tion semblent le nier ou le reconnaître: il agit tantôt comme simple directeur de la garde nationale, tantôt comme Dictateur, investi de tous les pouvoirs.

Pour sortir de cette inextricable confusion, il n'y a qu'un moyen, et le Comité central a le mérite, et pour dire plus encore, il a eu l'honnêteté d'en comprendre immédiatement la nécessité, de la proclamer et de ne plus vouloir en démordre. Ce moyen, c'est l'appel au peuple de Paris par la convocation de tous les citoyens à l'élection de municipalités nouvelles. Et l'élection de nouveaux conseils municipaux, ou la réélection des anciens, aurait pour conséquence nécessaire la démission du Comité central ou du moins sa retraite au second plan. Car la plus récente émanation du suffrage universel est toujours supposée en être l'expression la plus vraie. Si après les élections le Comité central existe encore, ce ne sera plus que comme force armée de la Commune nouvelle.

Nous disons *Commune* cette fois-ci avec un C majuscule, parce que de cette situation anormale il ne peut sortir qu'une Dictature. Si elle est républicaine, elle devra prendre pour devise: «*Sauver le peuple à tout prix!*».

Le Comité a donc convoqué les électeurs en leur disant: Profitez dz cotte heure précieuse, unique peut-être, pour ressaisir les libertés communales dont jouissent ailleurs les plus humbles villages... En donnant à votre ville une forte organisation communale, vous y jetez les premières assises de votre droit indestructible, base des institutions républicaines... Sauvegardez à tout prix le droit de la cité et le droit de la nation, le droit de la capitale et le droit de la province. Paris ne veut pas régner, mais il veut être libre, il n'ambitionne pas la dictature. Il ne prétend ni imposer ni abdiquer sa volonté. Il ne se soucie pas plus de lancer des arrêtés que de subir des plébiscites... .. (1). Au nom de la Liberté, de l'Égalité et de la Fraternité, le Manifeste du Comité à la garde nationale et à tous les citoyens débute par une grande image:

«La Patrie sanglante et mutilée est près d'expirer, et nous, ses enfants, nous lui portons le dernier coup. Au nom de tous les grands souvenirs de notre malheureuse France, au nom de nos enfants dont nous détruirions à jamais l'avenir, nos cœurs brisés font appel aux vôtres!».

Les membres des municipalités hostiles, en majorité, au Comité central, et les députés de Paris répondent par une Déclaration dont voici la fin:

«Nous, vos représentants municipaux, nous, vos députés, déclarons donc rester entièrement étrangers aux élections annoncées pour demain et protestons contre leur illégalité Citoyens, unisson-nous donc dans le respect de la loi, de M. Thiers, et la Patrie et la République seront sauvées!».

Sous couvert d'union, le suffrage universel municipal et politique se met donc en bataille contre le suffrage armé, la République légale et officielle - s'il est permis de dire qu'il existe une République légale et officielle - entre en bataille contre la République révolutionnaire. C'est comme en Juin. D'un côté la République populaire, et la République bourgeoise de l'autre côté. Il n'y a que l'appel au veto qui puisse nous préserver de la funeste éventualité de l'appel aux armes, et les maires et députés de Paris, issus eux-mêmes des élections, ne veulent pas que, dans les conjonctures critiques amenées par une criminelle batifolerie de ce gremlin de malheur qu'on appelle M. Thiers, ne veulent pas que nous on appelions au peuple notre maître, notre juge à tous! Contre les élections immédiates, ils promettent des lois libérales que l'Assemblée rurale édictera à bref délai. Les citoyens Louis Blanc, Grep-po, Schoelcher et Martin Bernard se portent garants pour MM. Thiers, Grévy, Dufaure et consorts, que les honorables ayant pour noms de Gastonde, de Peyre, Courbet, Laroche-Theulon, Audren de Kerdrel et autres affermiront la grande institution de la garde nationale, dont l'existence est inséparable de la République, et rendront à Paris sa liberté municipale, si longtemps confisquée par un arrogant despotisme! Comment Louis Blanc, Lockroy, Millièrre et Floquet, qui ne peuvent monter à la tribune sans être hués et conspués, insultés par leurs collègues, se portent garants du républicanisme de ces cléricaux, orléanistes, légitimistes, ex-bonapartistes que le nom seul de république fait tomber en pâmoison? -Qui trompe-t'on ici?

Devant cette opposition si décidée, devant la défection inattendue de la presse, des municipalités et de la députation de Paris, le Comité central n'a pas hésité à accepter la lutte. Il sait que chacun de ses membres y risque la vie:

(1) Les séries de points successifs remplacent des parties du texte illisibles sur le manuscrit.

Citoyens,

Votre légitime colère nous a placés le 18 mars au poste que nous ne devions occuper que le temps strictement nécessaire pour procéder aux élections communales.

Vos maires, vos députés, répudiant les engagements pris à l'heure où ils étaient candidats, ont tout mis en œuvre pour entraver ces élections que nous voulions faire à bref délai. La réaction, soulevée par eux, nous déclara la guerre. Nous devons accepter la lutte et briser la résistance, afin que vous puissiez y procéder dans le calme de votre volonté et de votre force. En conséquence, les élections sont remises au dimanche prochain 26 mars.

Jusque-là les mesures les plus énergiques seront prises pour faire respecter vos droits.

Hôtel-de-Ville, 22 mars 1871.

Élie RECLUS.
